le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494 Le 01 avril 2019 N° 454 PRIX : 0,60 Euro

Mali

Une tragédie qui était prévisible

Sommaire au verso

sommaire

Éditorial

Mali
Une tragédie qui était prévisible

Pages 3-5
Côte d'Ivoire : L'État-patron comme les capitalistes ne connaît que le langage de la force
-Destruction annoncée des quartiers précaires, une énième attaque contre les pauvres...(p.5)

Pages 6
Tchad : Des oppoants réclament les départs de Deby et de l'armée française

Page 8
Éthiopie : Le gouvernement en butte aux revendications des Oromos

Page 9
Madagascar: Le président se donne bonne conscience

Page 9
Monde : la malnutrition est liée au système capitaliste

Abonnement
France : (en éco-pli)
12 numéros : 15 euros
Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

Autres pays : nous consulter

Adresse
Le PAT BP 42
92114 Clichy Cedex

Site internet:
www.uatci.org

Éditorial p.2

Mali

UNE TRAGÉDIE QUI ÉTAIT PRÉVISIBLE

Le village peul d'Ogussagou, dans le centre du Mali, a été le théâtre d'un bain de sang d'une violence inouïe le 23 mars dernier. Le bilan provisoire fait état d'au moins 160 morts dont de nombreuses femmes et enfants et des centaines de blessés. Cette barbarie serait l'œuvre d'une milice d'autodéfense dogon nommée Dan Nan Ambassagou.

Selon l'antenne de l'ONU présente au Mali, il y a eu déjà 58 attaques de ce genre dans cette même région du Centre depuis 2018, faisant plus de 500 tués. En effet, les conflits entre agriculteurs dogons ou bambaras et éleveurs peuls pour l'accès à la terre ne sont pas une nouveauté dans la région, comme dans toute cette partie de l'Afrique. Mais ils ont été exacerbés au Mali par la guerre. Les groupes djihadistes qui avaient envahi le Nord n'ont pas disparu, mais ont essaimé dans tout le pays. L'un d'entre eux est apparu dans le centre du pays et a recruté dans les populations musulmanes d'origine peule. Tous les habitants des villages peuls ont alors été soupçonnés de soutenir les djihadistes, accusés d'être responsables de leurs exactions.

Des milices dites d'autodéfense se sont constituées des deux côtés. Les Dogons ont formé Dan Nan Ambassagou, avec l'objectif de protéger leur communauté. Les Peuls ont constitué l'Alliance pour le salut du Sahel pour, disaient-ils, défendre les civils peuls du centre du Mali et du Burkina Faso contre les milices de l'autre camp. Les attaques de villages se sont succédé, avec des assassinats visant des personnes influentes de chaque communauté, les interdictions d'accès à certains points d'eau, foires ou villages.

Dans ces régions, l'État est totalement inexistant, et la population doit se débrouiller elle-même pour gérer ses problèmes. L'armée malienne, dont un camp est situé à 20 km du lieu du massacre, a mis quatre heures à arriver sur les lieux. Des galonnés ont même eu le culot de dire qu'ils ne pouvaient pas trouver les coupables parce qu'il n'y aurait pas de témoins pouvant les reconnaitre.

Devant l'indignation et la colère que cette tuerie a provoqué au sein de la population, y compris jusqu'à Bamako, le président malien a limogé trois chefs de l'armée et dissous officiellement, c'est-à-dire pour la forme, la milice dogon. Mais tout cela ne change absolument rien. Les habitants de la région, qu'ils soient peuls, dogons, bambaras ou autres, sont pris dans l'engrenage d'un affrontement ethnique meurtrier, d'autant plus que certaines personnes n'hésitent pas à propager un discours de revanche et de

haine avec un relent ethnique. Des représailles ont déjà eu lieu dans d'autres villages où cette-fois, ce sont les Dogons qui ont été tués. Personne ne sait jusqu'où ira cet engrenage.

Le gouvernement était au courant du danger que constituait la prolifération de ces milices. Parfois c'est lui-même qui armait certains groupes paramilitaires comme le Gatia dans le Nord pour faire face à l'influence des groupes indépendantistes liés à l'Azawad.

Dans le pays dogon comme dans les zones de peuplement peul telle que la région de Mopti, des habitants inquiets de la montée des menaces ont plusieurs fois demandé aux autorités de procéder au désarmement de ces milices mais le gouvernement s'est contenté de proclamer que tout le monde devrait déposer les armes à compter de fin janvier 2019. L'armée malienne était plus occupée à terroriser et à racketter les petites gens qu'à affronter les milices armées. Et ce qui devait arriver a fini par arriver : le bain de sang.

IBK est venu verser des larmes sur le lieu du massacre et a décrété un deuil national mais les populations restent dans la crainte de nouveaux massacres ; elles n'ont aucune confiance dans l'armée malienne. Certains préfèrent la présence des casques bleus de l'ONU pour les protéger.

Ce qui est sûr c'est que les forces de l'ONU déjà présentes au Mali tout comme celle de l'opération Barkhane de l'impérialisme français, ne sont pas là pour protéger les populations mais avant tout pour garantir les intérêts des capitalistes français et autres dans la sous-région.

Côte d'Ivoire

L'ÉTAT-PATRON, COMME LES CAPITALISTES NE CONNAIT QUE LE LANGAGE DE LA FORCE

Après deux mois de grève, les enseignants des écoles publiques ont repris le travail sans avoir obtenu quelque chose de concret de la part du gouvernement. Ils revendiquaient des augmentations de salaire et de la prime de logement, le payement des heures supplémentaires ainsi que l'amélioration de leurs conditions de travail, entre autres.

La seule chose que le gouvernement a proposé c'est de commencer la négociation autour d'une table. C'est le signal que certains dirigeants syndicaux attendaient pour mettre fin à la grève. Eux, ils vont peut-être gagner quelque chose en échange de leur ralliement mais pas les enseignants qui ont fait l'effort de maintenir la pression durant deux mois pour faire valoir leurs légitimes revendications.

Il faut se rappeler la grève du personnel hospitalier à la fin de l'année dernière. Leurs syndicats regroupés au sein de la « Cordi-Santé » avaient fait arrêter le mouvement contre la volonté d'une partie des grévistes en échange de la proposition du ministre de la Santé de se mettre autour de la table de négociations. Le résultat est que certains grévistes de la Santé ont eu, à juste raison, le sentiment de s'être fait rouler dans la farine.

En tout cas, lors de la récente grève des enseignants, si certains souhaitaient poursuivre le mouvement jusqu'au bout, c'est-à-dire ne pas se contenter de simples promesses, ils n'ont pas réussi à entrainer les autres dans leur mouvement.

Ce qu'on peut constater c'est qu'à chaque fois que les petits salariés de la

Fonction publique se mettent en grève, l'Etat-patron se comporte comme les capitalistes qui exploitent les travailleurs dans les usines et sur les chantiers. Les employeurs essaient dans un premier temps de casser le mouvement en promettant des choses mais à condition que les travailleurs reprennent le travail. L'État-Patron et les capitalistes, d'où qu'ils soient, procèdent par des ruses, des menaces et des intimidations de toutes sortes contre les travailleurs. Si nécessaire, ils essaient d'acheter quelques représentants des grévistes. Et lorsqu'ils n'obtiennent pas satisfaction, ils font venir la police pour taper sur les grévistes et les faire embarquer au commissariat ou à la Maca (prison).

Dans le secteur privé comme dans le public, c'est une guerre de classes. Les travailleurs et les petits salariés n'ont que leur nombre et leur force collective pour faire aboutir leurs revendications. La grève et la mobilisation dans la rue sont leurs armes pour obtenir collectivement des améliorations dans leurs conditions d'existence.

Côte d'Ivoire

CMU : BEAUCOUP DE BRUIT POUR PAS GRAND-CHOSE !

Le gouvernement fait tout un tapage sur la Couverture Maladie Universelle (Cmu). À l'approche des élections, cela peut toujours servir pour attirer des électeurs mal informés. Mais à y voir de plus près, c'est comme un tonneau vide, il fait d'autant plus de bruit qu'il est creux !

Avant même que ça ne démarre, on apprend que « *les pathologies lourdes ne sont pas prises en compte* ». Ce qui veut dire en clair qu'en cas de maladie grave, ceux qui n'ont pas les moyens de payer les soins seront toujours condamnés à mourir.

La deuxième information concerne le parcours que le malade doit faire obligatoirement pour être pris en charge : passer d'abord dans un « *centre de santé* », ensuite dans un « *hôpital général* » ou un « *centre hospitalier régional* » et seulement après, s'il n'est pas encore mort en chemin, il sera orienté dans un « *Centre hospitalier universitaire* » (Chu).

La troisième information c'est qu'il faudra encore patienter jusqu'en 2020, une fois que les centres de santé seront vraiment fonctionnels. Le gouvernement est parait-il en train de les « mettre à niveau ». Autant dire que les guérisseurs de quartier, les pasteurs et les charlatans de tout poil ont encore de beaux jours devant eux !

Par contre, les riches, eux, ils peuvent dormir tranquilles.

APRÈS LE SCANDALE DU PROBO KOALA, CELUI DU RIZ AVARIÉ ?

On apprend que 18 mille tonnes de riz impropre à la consommation ont été déchargés au port d'Abidjan. Les autorités ont beau nous rassurer après coup que ce riz ne pourrait en aucun cas se retrouver sur le marché ivoirien. Et pourquoi donc ce bateau a-t-il été autorisé à décharger son contenu si ce n'est pas pour l'écouler ?

Heureusement que l'alerte a été donnée par une personne en Guinée où ce même bateau venait de débarquer 4000 tonnes de ce même riz avant de vider tout le reste dans les entrepôts du port d'Abidjan.

Tout le monde sait que la douane est une passoire, le lieu de tous les trafics ! Moyennant quelques bakchichs distribués à certains hauts fonctionnaires ou dignitaires véreux, les capitalistes parviennent à se faire beaucoup d'argent quitte à empoisonner les gens.

De nombreux habitants de la ville d'Abidjan, surtout ceux des quartiers pauvres, se souviennent encore de l'odeur nauséabonde des déchets toxiques mortels du bateau Probo Koala que les capitalistes avaient déversés çà et là pour s'en débarrasser à bon compte. Cela avait fait plusieurs morts et plusieurs personnes gravement malades.

C'est dire qu'il n'y a rien de nouveau sous le règne du capitalisme ; les populations pauvres ne sont à l'abri d'aucun danger !

Côte d'Ivoire

DESTRUCTION ANNONCÉE DES QUARTIERS PRÉCAIRES, UNE ÉNIÈME ATTAQUE CONTRE LES PAUVRES

Le ministre de la Construction a annoncé une destruction massive des quartiers dits précaires. Dans son intervention, il a révélé que dans la seule ville d'Abidjan, il y aurait 132 quartiers précaires qui occupent une superficie supérieure à 10 fois celle du quartier du Plateau et qui abriteraient 1.200.000 Abidjanais sur une population de 5 millions.

Ce ministre a fait mine de s'émouvoir en disant par exemple : « *Nous n'avons pas le droit d'être indifférents et de regarder ces quartiers précaires se développer et se multiplier, dans des conditions dangereuses et indignes pour les populations qui y habitent* ». Mais que fait-il contre cela ? Son Plan de viabilisation soutenu par la Banque Mondiale ne concerne que 5 quartiers sur les 132 dénombrés. Les 127 autres quartiers, il va les faire démolir purement et simplement et du coup jeter à la rue au bas mot un million de personnes. Voilà sa manière à lui de mettre fin au « *développement et à la multiplication des quartiers précaires* ». Il affiche là tout son mépris pour les populations pauvres habitant les bidonvilles.

Ce gouvernement passe le clair de son temps à détruire les quartiers pauvres mais cela ne résout en rien le problème. Cela ne fait que le déplacer puisque les populations qui sont déguerpies d'un endroit donné ne disparaissent pas du jour au lendemain. Elles vont s'installer dans d'autres quartiers précaires, beaucoup plus loin. Les gens du gouvernement le savent pertinemment, mais le seul but de ces opérations, c'est de libérer des terrains bien placés pour les céder aux riches.

Un gouvernement qui se soucierait un tant soit peu de la situation des populations pauvres commencerait par construire des logements sociaux pour reloger les habitants avant de procéder à la destruction des quartiers précaires. Mais attendre cela de ces gens-là, c'est comme attendre du lait d'un bouc.

RECRUDESCENCE DES ATTAQUES DE «MICROBES». LES POPULATIONS ABANDONNÉES À LEUR SORT

Une vidéo récente a fait le tour des réseaux sociaux. C'est digne d'un film chinois de combat au sabre. La scène se passe dans le quartier populaire d'Attécoubé. On voit sur les images deux clans rivaux armés de machettes s'affronter et se taillader. Dans le même temps, les habitants sont terrés chez eux. On ne remarque aucune présence de corps habillés.

Des scènes de violence de ce genre sont devenues monnaie courante.

Le 13 Mars, Abobo Plaque a fait les frais d'une attaque de "microbes". (C'est ainsi que sont nommés les délinquants mineurs). Bilan : un jeune homme d'une trentaine d'années est mort des suites de ses blessures après avoir été poignardé par ses agresseurs. Une femme a été gravement blessée à la tête. Argent, téléphones portables et autres objets de valeur ont été emportés.

La nouveauté, c'est que ces délinquants n'attendent plus la nuit pour agresser. Ils attaquent même de jour. Ils n'hésitent plus à entrer dans les cours pour faire les poches aux habitants. Nombreux sont les habitants qui envisagent sérieusement de quitter ce quartier car la situation devient intenable.

Depuis le 21 mars, Abobo Belleville fait régulièrement l'objet d'attaques de ce genre. Ça a commencé par une bagarre entre deux bandes rivales à coups de machettes. La police a fait état d'un mort, mais en réalité, il y en avait bien plus. Elle a annoncé l'arrestation de 3 meneurs et de 39 suspects. Mais cela n'a rien arrêté puisque le lendemain, le quartier faisait de nouveau l'objet d'attaques de ces mêmes jeunes. Aujourd'hui, les habitants vivent sur le qui-vive, car une attaque peut survenir à tout moment.

Plusieurs unités des corps habillés ont été créées pour combattre la criminalité. Mais curieusement lorsque les attaques surviennent, on les voit rarement intervenir !

Les gouvernements se succèdent et se ressemblent. La criminalité dans les quartiers pauvres continue de s'aggraver en même temps que la misère gagne du terrain. C'est en effet sur le terreau de la misère que pousse ce genre de délinquances. Et tant qu'on ne combattra pas la misère, on ne mettra pas fin à ses conséquences.

Tchad

DES OPPOSANTS RÉCLAMENT LE DÉPART DE DEBY ET DE L'ARMÉE FRANÇAISE

Le 26 mars dernier, l'ambassade du Tchad à Paris a été investie par une vingtaine de migrants qui réclamaient le départ du dictateur Idriss Déby et celui des forces françaises stationnées à Ndjaména. Les occupants protestaient également contre la non-délivrance de passeports par l'ambassade. Des propos et slogans hostiles à Déby et à la présence militaire française ont été proférés, en arabe ou en français : « *Déby dégage* », ou « *on n'a pas besoin de l'armée française chez nous !* » ; d'autres dénonçaient le fait que « *des papiers étaient délivrés aux étrangers, et pas aux Tchadiens* ».

Un jour plus tard, sous couvert de l'appellation « *Jeunes tchadiens de la diaspora* » au Canada, des militants de *l'Union des forces de la résistance (UFR)* ont occupé l'ambassade à Ottawa. Dans une déclaration lue à la presse par l'intermédiaire d'une vidéo, ils dénonçaient notamment les «*bombardements français (...) contre les troupes de l'UFR au mois de février tuant des centaines de Tchadiens (...), et le soutien indéfectible de la France qui protège le régime de Deby* ».

Il y a de quoi être choqué par les agissements du gouvernement français. Des opposants politiques ont dénoncé, eux-aussi, ce comportement et souhaitent que Macron lâche ce criminel de Deby ou du moins lui donne des conseils pour qu'il revienne à de bons sentiments à leur égard. Ils aimeraient que la France choisisse d'autres prétendants parmi eux au poste de président. Mais si l'un d'eux arrivait au pouvoir, il ne fera pas mieux que Deby, il ne fera qu'obéir aux aspirations de son clan et aux ordres que lui

dicteront les représentants de l'impérialisme français. Mais Macron n'a que faire de leur état d'âme. Lors de son récent séjour à Ndjaména, il a bien serré les mains de Deby ; il a bien dîné en sa compagnie. Pour lui, ce dictateur est un des meilleurs alliés. Peu importe qu'il soit un dictateur féroce ; peu importe que sa famille et son clan dilapident les ressources du pays pour leur profit personnel alors que la majorité de la population s'enfonce dans la misère. Macron peut compter sur lui pour la sauvegarde des intérêts bien matériels des capitalistes français qui exploitent les ressources minières dans le sahel. La prétendue lutte contre le terrorisme ou les extrémistes djihadistes dans cette région n'est que diversion.

Tchad

LA COLÈRE GRONDE CONTRE LA PÉNURIE DE GAZ

Depuis plusieurs semaines, partout dans le pays, en particulier à Ndjaména la capitale, la colère gronde contre la mauvaise gestion du gouvernement, contre son laisser-aller. Les usagers de gaz butane ne savent où donner de la tête.

Femmes transportant des bouteilles de gaz dans un quartier de Ndjaména

Des femmes, des enfants, transportant des bouteilles vides sur la tête pour aller les échanger contre des bouteilles pleines, vont à pied d'un quartier à l'autre, d'un point de vente à un autre, d'une boutique à une autre, parcourant parfois des kilomètres sans rien trouver. C'est la galère ! Un consommateur aux abois laisse éclater sa colère : « *On ne sait quoi faire ? Ce n'est pas normal qu'il y ait pénurie alors que le pays produit du gaz butane* » Un membre du « *Collectif tchadien contre la vie chère* » s'insurge sur le fait qu'on en soit réduit à utiliser comme combustible *de la bouse de bœufs séchée, des chaussures usées et des feuilles de palmier pour préparer à manger*.

Les commerçants en profitent-ils pour spéculer. À l'achat, la bouteille de gaz pleine de 6 kg, coûte entre 15.000 et 16.000 francs selon la qualité et le fournisseur (Total-gaz, gaz.com ou autre). Vide, elle s'échange partout contre une bouteille pleine à 2.000 CFA. Ce n'est plus le cas depuis la pénurie. Les échanges se font entre 2.500 et 3.000 francs CFA dans certains points de vente, encore si l'on en trouve. Quant à la bombonne de 12 kg s'échangeant officiellement à 5 000 F CFA, elle est passée entre 6.000 et 7. 000 F CFA.

Devant cette situation catastrophique, le « Collectif *tchadien contre la vie chère* » a appelé les usagers à descendre dans la rue le 14 mars pour manifester leur mécontentement. Mais la manifestation a été interdite par les autorités.

Le problème ne fait qu'empirer pour les petites gens mais pas pour les riches et les voleurs qui sont au pouvoir. Ils disposent des stocks de gaz et ne courent pas les rues pour s'approvisionner.

Éthiopie

LE GOUVERNEMENT EN BUTTE AUX REVENDICATIONS DES OROMOS

Depuis environ deux mois, des partis qui prétendent représenter les aspirations du peuple oromo revendiquent que la ville Addis Abeba étant en plein dans leur région, soit considérée comme une ville Oromo et que la langue officielle soit leur langue. D'autre part ils veulent être les seuls à pouvoir bénéficier d'un certain nombre d'avantages liés à cette ville ; celui par exemple de pouvoir acquérir des logements, type HLM dans des bâtiments appelés Condominium.

En effet jusqu'ici tous les habitants d'Addis Abeba peuvent en principe acheter ces appartements en ayant versé au préalable une petite somme puis payer le restant tous les mois sous forme d'un petit loyer. Ce genre d'acquisition s'adresse plutôt aux petits bourgeois qui n'ont pas les moyens de se payer un logement correct. Tous les candidats doivent attendre le tirage au sort pour avoir l'appartement. Quant à la population pauvre, elle est chassée hors de la ville avec une petite somme pour se construire une baraque.

Si les Oromos réclament un appartement dans les Condominium, c'est que de nombreux paysans Oromos sont chassés de leurs terres, vendues à des riches et à des capitalistes pour une agriculture industrielle. Ils se sentent lésés. Du coup ils refusent que des appartements de la ville soient attribués à d'autres qu'eux. Pour montrer son intransigeance, un mouvement de jeunes Oromo, appelée Kéro, manifeste dans les rues. Certains déclarent même qu'il faudra passer sur leur cadavre pour s'installer dans les appartements.

Devant cette situation, les autres organisations sont montées au créneau pour dire que la ville d'Addis Abeba est la capitale d'Ethiopie, dans laquelle vivent des gens originaires de toutes les ethnies. Des journalistes, sortis hier de prison, entonnent le même refrain, mais ils ne tiennent pas compte des pauvres sans logements dans les autres villes du pays.

Le Premier ministre, Abiy Ahmed, est lui aussi intervenu, en prenant mille précautions car il est lui-même Oromo. La population de la ville est dans la crainte. Elle a peur d'une guerre à caractère ethnique. Les dirigeants aussi. Quant à Abiy, il s'acharne à calmer les esprits. Dans un an dit-il, il y aura des élections, et on discutera des meilleures solutions, y compris en changeant la constitution.

Les précédents dirigeants tigréens ont bien construit des logements. Ils ont amélioré les transports à la campagne et à la ville par la construction du tramway qui traverse la capitale de long en large. Mais ce sont eux aussi qui ont subdivisé le pays par ethnies. Ce véritable poison est à l'origine des mouvements ethniques actuels en Éthiopie.

Addis Abeba est une ville surpeuplée. Les dirigeants d'aujourd'hui continuent la construction de logements. On voit aussi des grandes tours diverses. La ville, siège de l'Union Africaine, prétend être l'une des grandes villes d'Afrique. Mais cela ne devrait pas empêcher les autorités de construire des logements sociaux dans les villes de province.

Car Oromos, Amharas et toutes les ethnies ont besoin de logements. Comme souvent, ce sont les populations pauvres qui sont lésées.

Madagascar

LE PRÉSIDENT SE DONNE BONNE CONSCIENCE

Le 17 mars, 16 500 tonnes de riz de 2ème choix sont arrivés à quai dans le port de Toamasina en provenance de l'Asie. Ce riz appelé « Vary mora » est destiné à être vendu à moindre prix pour ceux qui sont très pauvres, dans les quartiers les plus défavorisés de quelques grandes villes du pays. On ne sait pas à quel prix ce riz a été acheté mais il est vendu moins cher sur le marché local.

Ce projet fait partie des promesses de campagne de Rajoelina, investi président depuis cette année. Dare-dare il s'est rendu à Toamasina pour se faire voir et surtout pour faire son show devant les caméras de télévision.

Pendant ce temps les travailleurs et les petites gens subissent de plein fouet les effets de la crise économique. Avec l'augmentation des prix du carburant, ceux de l'eau, de l'électricité et des transports collectifs sont montés en flèche. Les salaires restent bloqués et le chômage frappe tous les foyers.

Le président cultive son image de « chef d'Etat qui tient ses promesses ». À grand renfort de publicité il annonce le début des travaux de réfection de telle route nationale ou la prise en charge par l'État du nettoiement de telle grande ville qu'il trouve sale.

Le 29 mars, lors de la cérémonie de commémoration de l'anniversaire de l'insurrection anticoloniale de 1947, les tenants du pouvoir n'ont pas manqué de mots pour dire que « l'ennemie est la pauvreté ». Ce sont là que des paroles mensongères destinées à tromper les gens, pour qu'ils prennent leur mal en patience.

La situation des travailleurs et des classes pauvres n'a fait que s'aggraver depuis des années. Andry Rajoelina à la suite de ses prédécesseurs, continue de laisser les mains libres aux capitalistes qui eux démolissent les conditions d'existence des travailleurs pour s'enrichir toujours plus.

Monde

LA MALNUTRITION EST LIÉE AU SYSTÊME CAPITALISTE

En dix ans, le nombre de pays africains dépendants de l'aide alimentaire internationale est passé de 20 à 31 selon la FAO. La moitié des pays du continent sont frappés par la malnutrition. La principale raison actuelle de ce désastre, ce sont les conflits qui minent ces pays. Cette année 15,3 millions de personnes sont menacées dans plusieurs pays dont le Burkina Faso, le Cameroun, le Niger, le Nigeria, le Mali et le Tchad.

Les combats, les déplacements massifs de population, les exactions de groupes armés, liés directement ou indirectement aux grandes puissances et à leurs capitalistes, engendrent un chaos qui détruit les systèmes de production agricole et de distribution. Il y a quelques années les experts de l'ONU prétendaient faire de l'élimination de la faim et de toutes les formes de malnutrition, une des priorités de la politique internationale pour 2030. Cet objectif est abandonné faute de financements.

Même dans des périodes dites de prospérité, l'économie capitaliste n'a pas permis à l'humanité de manger à sa faim car elle est basée sur les lois du marché. Le chaos impérialiste actuel est un facteur aggravant qui à lui seul suffit à condamner ce système.

Ce que nous voulons

Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiteurs.

Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne ne puisse le leur reprendre.

Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.